

Contribution pour l'Alsace de demain
Par les Conseillers régionaux alsaciens du Grand Est

« L'Alsace, Euro-région de Demain : Un Projet Citoyen, Rhénan et Rayonnant »

Nous sommes des conseillers régionaux mais aussi des conseillers d'Alsace, des présidents de Communauté de communes, des maires, des conseillers municipaux, et surtout des élus de terrain.

Nous appelons la création d'une Euro-région Alsace à part entière, dotée des compétences des départements et des régions, pour un projet de territoire citoyen, rhénan et rayonnant.

- **Nous défendons l'Alsace, avec ses spécificités territoriales, déjà empreinte de différenciation.**

L'Alsace, au cœur de la vallée du Rhin supérieur, est bien plus qu'une simple région géographique : elle est un carrefour d'histoire, de cultures et d'innovations.

Cette position stratégique au cœur de l'Europe lui a permis d'entretenir, au fil des siècles, des spécificités territoriales particulières et reconnues ; une langue régionale, une sécurité sociale excédentaire, un cadastre reconnu, un droit local qui profite à tous, un Concordat, pilier du dialogue interreligieux, une gastronomie et des traditions culturelles riches, vivantes et populaires.

Les coopérations étroites que nous entretenons avec nos voisins allemands et suisses, qu'elles soient économiques, culturelles, éducatives ou sociales dynamisent notre territoire et renforcent le rôle de l'Alsace en tant que passerelle entre les peuples. C'est une chance pour la France et pour l'Europe.

Depuis le 2 janvier 2021, la Collectivité européenne d'Alsace symbolise la renaissance institutionnelle de l'Alsace. Elle répond d'ores et déjà à la quête de différenciation territoriale voulue par l'État.

Ainsi, il est temps de restituer à l'Alsace toute sa capacité d'action à son échelle régionale.

- **Nous souhaitons plus de Démocratie locale par l'engagement citoyen et la proximité avec les élus**

Par les grandes régions, nous perdons peu à peu ce qui fait le lien entre les élus et les citoyens ; la nécessité de la rencontre, des relations humaines, de la connaissance des acteurs et du terrain.

Nous aspirons à une Alsace où chaque citoyen se sent investi dans le devenir de sa région. Ce sera un lieu où les nouvelles formes de participation citoyenne, telles que les conseils citoyens et des consultations directes régulières, seront expérimentées et mises en œuvre.

Aujourd'hui, les citoyens ne savent plus quelle collectivité fait quoi. Nous défendons la seule échelle d'action pertinente, l'Alsace !

Nous souhaitons des compétences départementales et régionales sur une seule échelle d'action Alsacienne, pour plus de clarté et d'efficacité telles que :

1. La compétence de Développement économique

Constat de l'existant : Actuellement, un décalage croissant est observé entre les structures régionales de développement et le tissu économique local constitué principalement d'artisans, de TPE et de PME / PMI. Ces entreprises, au cœur de notre économie locale, semblent de moins en moins se tourner vers la Région. Ce manque d'orientation et d'accompagnement se traduit par un déficit en matière d'aide économique de proximité.

Plus-values et conséquences de ce transfert :

- **Une porte d'entrée unique pour le développement :** une opportunité pour centraliser les demandes et offrir un accompagnement unifié auprès des acteurs locaux.
- **la promotion de l'économie de proximité :** stimulation des filières locales, et accentuation de la marque « Alsace » comme un symbole de fierté, de qualité et d'attractivité, en particulier pour le tourisme.
- **la mise en place d'investissements stratégiques :** conception de plans pluriannuels d'investissement adaptés aux besoins locaux, aménagement du territoire et revitalisation des espaces inutilisés ou dégradés.
- **le renforcement du soutien économique :** proposition d'aides économiques variées en collaboration étroite avec les réseaux d'entreprises et les autorités publiques à différents niveaux, assurant ainsi une cohérence dans l'action et une réponse adaptée aux besoins.

2. La Formation professionnelle et l'emploi

Constat de l'existant : Nous constatons une sous-utilisation notable de ces crédits alloués. Cette situation met en évidence un manque de synergie et d'efficacité dans la mise en œuvre des politiques actuelles. De plus, une cohérence est impérative entre les actions de formation professionnelle et l'insertion des bénéficiaires du RSA.

Plus-values et conséquences de ce transfert :

- **faire le lien avec l'insertion professionnelle :** assurer la liaison entre la formation professionnelle et l'emploi, en tenant compte des besoins des bénéficiaires du RSA, car l'emploi est la clé de l'intégration sociale.
- **s'adapter aux territoires :** aligner les programmes de formation aux exigences de nos partenaires, telles que les chambres consulaires.
- **adopter une approche transfrontalière** pour accéder aux marchés du travail allemand et suisse et promouvoir l'emploi à travers les frontières.

3. L'Éducation, apprentissage des langues et transport scolaires

Constat de l'existant : Tandis que l'État met l'accent sur la valorisation des filières professionnelles, des décisions contradictoires émergent au niveau régional, comme en témoigne la fermeture envisagée de plusieurs lycées professionnels sans explication et concertation.

Cette divergence d'orientations révèle un besoin urgent de récupérer ces compétences pour répondre de manière adaptée aux besoins de nos jeunes et du territoire.

Plus-values et conséquences de ce transfert :

- **une gestion mutualisée :** harmoniser la gestion des collèges et lycées pour une meilleure efficacité.
- **renforcer le bilinguisme :** renforcer la formation d'enseignants en langue allemande pour pouvoir augmenter le nombre de classes bilingues, offrir une immersion linguistique

complète, favoriser les échanges transfrontaliers et garantir une continuité pédagogique jusqu'au baccalauréat, inspirée d'autres régions comme la Bretagne ou la Corse

- **un transport scolaire de qualité** : anticiper les besoins et être aux côtés de nos collectivités du territoire afin d'assurer cette mission. Les transports scolaires auparavant organisés par les départements ne souffraient pas de tels dysfonctionnements et offraient un meilleur niveau de service.

4. Le Transport : Trains et nouvelles mobilités

Constat de l'existant : L'exemple de la gestion du REME (Réseau express métropolitain européen), qui suscite de vives critiques, soulève de nombreuses préoccupations. La gestion des transports régionaux rencontre de nombreuses difficultés de gestion ; retards fréquents, manque d'écoute des besoins des voyageurs, desserte non optimale du territoire, baisse du niveau de service.

Plus-values et conséquences de ce transfert :

- **accroître l'inter-modalité**: agir en tant que nouvelle autorité organisatrice des mobilités englobant routes, trains et mobilités douces au lieu de les considérer de manière fragmentée.

- **mise en avant de l'hydrogène** : En prenant le parti de l'hydrogène, la région Alsace pourrait se positionner en pionnière en matière de transition énergétique. La mise en avant de l'hydrogène nécessiterait d'importants investissements dans la recherche, le développement et la mise en place d'infrastructures adaptées.

5. La Vie associative

Constat de l'existant : La Région Grand Est, est trop grande, trop vaste et trop éloignée des besoins des associations. La Région Grand Est a diminué, voir supprimé bon nombre de subventions de fonctionnement auprès des associations et les a transformées en subventions d'investissement, très peu adaptées aux véritables besoins des associations. Les associations souffrent de frais de structure et la diminution des subventions de fonctionnement entraîne l'érosion du tissu associatif et une baisse des initiatives citoyennes.

Plus-values et conséquences de ce transfert

- **renforcer l'engagement bénévole** : les associations sont la richesse de notre société, leur action est l'expression d'engagement citoyen, il faut accompagner les bénévoles **au plus proche de leur territoire**.

- **attribuer des subventions adaptées** : réévaluer la politique de subventions et faciliter les demandes pour mieux répondre aux besoins réels des associations

6. Le Sport, pour un retour des ligues d'Alsace

Constat de l'existant

La mise en place des ligues du Grand-Est a posé de nombreuses difficultés aux associations sportives, notamment en raison des longues distances à parcourir et d'un soutien moindre.

Plus-values et conséquences de ce transfert

pour une Gouvernance locale du sport : les ligues sportives d'Alsace avaient une démarche axée sur la proximité, offrant un meilleur accompagnement à l'ensemble des clubs.

Nous plaidons en faveur du retour de nos ligues alsaciennes pour optimiser la promotion et l'exercice du sport en Alsace.

7. La Santé : pour une reprise en main des défis médico-sociaux

Constat de l'existant : Nos territoires urbains comme ruraux font face à de véritables défis pour la santé: déserts médicaux, accès aux soins, autonomie et maintien à domicile, accompagnement des aidants, développement des accompagnements médico-sociaux. Le pilotage de ces défis par la Région ne semble pas adapté. Tout d'abord sur le plan budgétaire. Avec 8M€ mobilisés pour l'ensemble du Grand Est le risque est celui du saupoudrage et de la dilution des moyens.

Sur le plan opérationnel, les réalités et besoins sont différents selon les territoires et selon les bassins de vie. Un pilotage au plus proche, avec des élus identifiés et porteurs des politiques est donc essentiel.

Plus-values et conséquences de ce transfert

Devenir l'autorité régionale cheffe de file dans les domaines sociaux, médico-sociaux et sanitaires

En confiant la planification de la santé à l'Alsace, et en cohérence avec le droit local, cela mettrait fin à la double gouvernance des établissements sociaux et médico-sociaux et permettra une meilleure réactivité en fonction des besoins et la lutte contre les inégalités.

8. Récupérer les Fonds européens pour un meilleur accompagnement des demandeurs.

Constat de l'existant : Bien que l'État ait délégué la gestion des fonds européens aux régions, plusieurs obstacles sont apparus. Nous observons un alourdissement des critères d'éligibilité, un manque de communication et de transparence sur les modalités, et une absence d'accompagnement pour les demandeurs.

Plus-values et conséquences de ce transfert

- La mise en place d'un **guichet d'accompagnement dédié**, renforcé par le **réseau d'ingénierie existant de la CEA en territoire**, au plus près des acteurs.

- **Une gestion plus efficace et plus transparente** en veillant à ce que tous les fonds européens alloués soient pleinement utilisés.

Une meilleure communication de l'effort de l'Europe en ne s'appropriant pas les fonds Européens comme des fonds Régionaux.

Une collectivité alsacienne cumulant les compétences départementales et régionales serait plus agile pour piloter la protection de l'environnement et la transition écologique et énergétique.

Une gestion de ce défi majeur au plus près des territoires et dans un contexte transfrontalier fort permettrait d'initier une véritable démarche partenariats en mobilisant tous les acteurs du territoire : collectivités, institutions, acteurs économiques, associations, habitants.

Par son expertise en gestion de l'aménagement du territoire et du foncier, l'Alsace sera l'échelle pertinente pour mener de manière pragmatique la lutte contre le réchauffement climatique, l'artificialisation des sols et renforcer la protection de nos ressources, notamment l'eau.

Il s'agit, en résumé, d'agir pour moins subir : anticiper, réagir, s'adapter et pouvoir faire face aux aléas et catastrophes naturels de plus en plus fréquents, tels que les inondations, les chaleurs, la montée des eaux.

Nous conseillers Régionaux d'Alsace nous défendons une gouvernance locale en proximité.

Nous souhaitons prioriser une gouvernance territoriale de proximité ; offrir un service public clair, efficace, réactif, et au plus près des besoins des Alsaciens.

La Collectivité européenne d'Alsace est déjà forte d'une organisation politique et administrative territorialisée, sur sept territoires de vie.

L'État doit également jouer un rôle central dans cette gouvernance.

Les préfetures départementales et les sous-préfetures ont un rôle pivot à jouer dans cette dynamique.

Nous prôtons la différenciation territoriale avec une nouvelle Région Alsace

Signatures

Les Conseillers Régionaux Alsaciens de la Région Grand Est

Nawel Rafik Elmrini - Marie Paule Gay - Jill Koppe Ritzenthaler - Armand Marx - Lara Million
- Didier Pettermann - Georges Schuller - Justin Vogel - Séverine Weider Niglis